

**FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX
PUBLICS DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE**

23 Avenue Condorcet – BP 91289
69608 VILLEURBANNE CEDEX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE**

23 Avenue Condorcet – BP 91289
69608 VILLEURBANNE CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION DES ENTREPRISES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DU DEPARTEMENT DU RHONE ET DE LA METROPOLE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fédération à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Permanence des méthodes » au niveau des « Règles et Méthodes Comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode relatif à l'application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note « Règles et Méthodes Comptables » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative aux nouveaux règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables appliqués par votre association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

V. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux Membres de la Fédération sur la situation financière et les comptes annuels.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Financier.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



**FEDERATION DES ENTREPRISES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
DU DEPARTEMENT DU RHONE ET DE LA METROPOLE**

*Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025*

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 27 mai 2026

Le commissaire aux comptes
implid Audit

Thibault CHALVIN
Associé

BILAN ACTIF

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amt et Dép.	Net	Net
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concession, brevets et droits similaires	59 938	59 938	0	0
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
	TOTAL Immobilisations incorporelles	59 938	59 938	0	0
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	478 030		478 030	478 030
	Constructions	869 755	490 311	379 443	69 628
	Installations techniques, matériel et outillage industriel				
	Autres immobilisations corporelles	1 206 965	444 192	762 773	741 226
	Immobilisations en cours	16 590		16 590	81 793
	Avances et acomptes				
	TOTAL Immobilisations corporelles	2 571 340	934 503	1 636 837	1 370 677
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	17 820 581		17 820 581	9 820 581
	Créances rattachées à des participations	1 504 600		1 504 600	9 500 000
	Autres titres immobilisés	75 779	8 355	67 424	67 424
	Prêts	1 300		1 300	0
	Autres immobilisations financières	5 000		5 000	5 150
	TOTAL Immobilisations financières	19 407 260	8 355	19 398 905	19 393 155
	ACTIF IMMOBILISE	22 038 537	1 002 796	21 035 742	20 763 832
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
	TOTAL Stocks et en-cours	0	0	0	0
	CREANCES				
	Avances et acomptes versés sur commandes	6 708		6 708	10 970
	Créances clients et comptes rattachés	263 702		263 702	277 609
	Autres créances	4 900		4 900	155 484
	Charges constatées d'avance	116 955		116 955	114 789
	TOTAL Créances	392 265	0	392 265	558 852
	DISPONIBILITES ET DIVERS				
	Valeurs mobilières de placement	1 028 714		1 028 714	0
	Disponibilités	1 623 867		1 623 867	2 981 411
	TOTAL Disponibilités et divers	2 652 580	0	2 652 580	2 981 411
	ACTIF CIRCULANT	3 044 845	0	3 044 845	3 540 262
CPTES REGUL.	Frais d'émission des emprunts				
	Primes de remboursement des emprunts				
	Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL		25 083 383	1 002 796	24 080 587	24 304 094

BILAN PASSIF

		31/12/2025	31/12/2024
		Net	Net
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport... Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves réglementées		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Autres réserves	21 752 491	20 941 867
	Report à nouveau	0	0
	Résultat de l'exercice	380 874	810 625
	Total Situation nette	22 133 365	21 752 491
	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT PROVISION REGLEMENTEES		
	CAPITAUX PROPRES	22 133 365	21 752 491
AUTRES F.P.	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	AUTRES FONDS PROPRES	0	0
PROVISIONS	Provisions pour risques	908 478	820 656
	Provisions pour charges	0	0
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	908 478	820 656
DETTES	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	50
	TOTAL Dettes financières	0	50
	DETTES DIVERSES		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	230 673	833 425
	Dettes fiscales et sociales	579 021	631 072
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	14 799	1 980
	Autres dettes	214 250	264 420
	TOTAL Dettes diverses	1 038 743	1 730 897
	Produits constatés d'avance	0	0
	DETTES	1 038 743	1 730 947
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
TOTAL GENERAL		24 080 587	24 304 094
	Engagements reçus		
	Engagements donnés		
	Caution Rhôninsérîm BTP	148 475	143 871

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2025	31/12/2024
		Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	Produits d'activités syndicales	4 858 492	5 149 894
	TOTAL Produits d'activités syndicales	4 858 492	5 149 894
	Subventions d'exploitation	366 944	149 512
	Produits de cessions Immo. Corporelles et Incorporelles	2 000	0
	Autres produits	409 754	384 463
PRODUITS D'EXPLOITATION		5 637 190	5 683 869
CHARGES D'EXPLOITATION	CHARGES EXTERNES		
	Achats de marchandises		
	Variation de stock de marchandises		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock de matières premières et autres approvisionnements		
	Autres achats et charges externes	2 853 617	2 500 205
	TOTAL Charges externes	2 853 617	2 500 205
	IMPOTS ET TAXE ET VERSEMENTS ASSIMILES	180 341	191 471
	CHARGES DE PERSONNEL		
	Salaires et traitements	1 403 937	1 389 017
	Charges sociales	646 941	623 676
	TOTAL Charges de personnel	2 050 878	2 012 693
	DOTATIONS D'EXPLOITATION		
	Dotations aux amortissements sur immobilisations	100 030	85 380
	Dotations aux provisions sur immobilisations		
	Dotations aux provisions sur actif circulant		
	Valeurs compta immo. incorporelles et corporelles cédées	4 639	0
	Dotations aux provisions pour risques et charges	84 836	97 907
	TOTAL Dotations d'exploitation	189 505	183 287
	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	24 885	6 257
CHARGES D'EXPLOITATION		5 299 227	4 893 913
RESULTAT D'EXPLOITATION		337 963	789 956

COMPTES DE RESULTAT

		31/12/2025	31/12/2024
		Net	Net
RESULTAT D'EXPLOITATION		337 963	789 956
PRODUITS FINANCIERS	PRODUITS FINANCIERS		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	5 705	1 251
	Autres intérêts et produits assimilés	62 810	38 161
	Reprises sur provisions et transferts de charges	0	1 973
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
PRODUITS FINANCIERS		68 514	41 385
CHARGES FINANCIERES	CHARGES FINANCIERES		
	Dotations financières aux amortissements et provisions	2 986	0
	Intérêts et charges assimilées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES		2 986	0
RESULTAT FINANCIER		65 528	41 385
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		403 491	831 341
Produits Exceptionnels			
Charges Exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL		0	0
Impôts sur les bénéfices		22 617	20 716
TOTAL DES PRODUITS		5 705 704	5 725 254
TOTAL DES CHARGES		5 324 830	4 914 629
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE		380 874	810 625
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Produits			
- Bénévolat			
- Prestations en nature			
- Dons en nature			
Charges			
- Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services			
- Personnel bénévole			
Participation aux événements récurrents pluriannuels			

ANNEXE (1/8)

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

SOMMAIRE

- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux
Changements dans les règles et méthodes comptables
Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

ACTIF

Etat des immobilisations
Etat des amortissements et méthodes
Etat des créances
Etat des produits à recevoir
Valeurs mobilières de placement
Disponibilités
Charges constatées d'avance

PASSIF

Evolution des Fonds Syndicaux
Fonds Dédiés
Provisions inscrites au bilan
Etat des dettes
Etat des charges à payer

- NOTE SUR LE COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS

Analyse des ressources
Produits financiers

CHARGES

Autres achats et charges externes
Impôt société

- AUTRES INFORMATIONS

Engagements hors bilan
Détermination du périmètre d'ensemble au sens de l'article L2135-2 du code du travail
Méthode retenue par la Fédération

ANNEXE (2/8)

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de **24 080 587 Euros** et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **5 705 704 Euros** et dégageant un excédent de **380 874 Euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Objet

La Fédération a pour objet l'étude et la défense des droits et intérêts de ses membres.

Elle assure la promotion et la valorisation de tous les métiers du Bâtiment et des Travaux Publics, notamment auprès des jeunes et du grand public.

Faits marquants

Le 4 septembre 2025, la SCI CONDORCET GALLINE a procédé à une augmentation de capital de 8 000 000 € souscrite à 100% par la Fédération.

Et libérée en totalité par incorporation directe de 8 000 000 € prélevés sur le compte courant d'associés de la Fédération.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Règlement CRC 2022-06 du 4 novembre 2022)

(Règlement CRC 2018-06 du 5 décembre 2018)

(Règlement CRC 2014-03 du 5 juin 2014)

(Loi du 20/08/2008 de la modernisation de l'économie)

Principes Généraux

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par le règlement n° 2018-06.

. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle,
- comparabilité et continuité de l'exploitation,
- régularité et sincérité,
- indépendance des exercices
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est à la méthode des coûts historiques.

. La présente annexe comprend les informations rendues obligatoires par la loi du 20 août 2008 et codifiée à l'article L.2135-2 du code du travail.

. Le fait générateur de la comptabilisation des cotisations est constitué par l'encaissement effectif des sommes collectées auprès des adhérents.

Changements dans les règles et méthodes comptables

À compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2025, la Fédération des Entreprises du BTP du département du Rhône a appliqué le règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ce nouveau règlement a modifié notamment la présentation des états financiers, la définition du résultat exceptionnel ainsi que certaines règles de classement des produits et des charges ; il a aussi supprimé la technique des transferts de charges.

L'application de ce texte constitue un changement de méthode comptable au sens du plan comptable général.

Conformément aux dispositions transitoires, les impacts liés à ce changement de méthode ont été déterminés et comptabilisés selon les principes prévus par le règlement N°2022-06. Toutefois, ce changement de méthode n'a pas eu d'impact significatif sur les postes du bilan et du compte de résultat.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

ANNEXE (3/8)

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

ACTIF

Etat des immobilisations

	Valeur Brute en début d'exercice	Acquisitions / Reclassement	Diminutions / Reclassement	Valeur Brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	59 938			59 938
Autres immobilisations incorporelles	0			0
TOTAL	59 938	0	0	59 938
Immobilisations corporelles				
Terrains	478 030			478 030
Constructions	674 857	332 566	137 668	869 755
Aménagement et installations	27 094	16 404		43 498
Matériel de transport	33 676	33 133	23 110	43 698
Matériel de bureau et mobilier	1 116 340	53 928	50 498	1 119 769
Immobilisations en cours	81 793		65 203	16 590
TOTAL	2 411 789	436 031	276 480	2 571 340
Immobilisations financières				
Participations	9 820 581	8 000 000		17 820 581
Créances sur participations	9 500 000	4 600	8 000 000	1 504 600
Autres titres immobilisés	75 779			75 779
Prêts	0	1 600	300	1 300
Autres immobilisations financières	5 150		150	5 000
TOTAL	19 401 510	8 006 200	8 000 450	19 407 260
TOTAL GENERAL	21 873 237	8 442 231	8 276 930	22 038 537

Les immobilisations financières représentent essentiellement le montant des parts détenues dans la SCI CONDORCET GALLINE et dans la SCI GALLINE.

Les titres de participations sont comptabilisés à leur prix d'achat ou à leur valeur d'apport.

ANNEXE (4/8)

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des amortissements, des dépréciations et méthodes

	Valeur Brute en début d'exercice	Dotations	Diminutions	Valeur Brute en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Logiciels	59 938			59 938
TOTAL	59 938	0	0	59 938
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Constructions	605 229	18 112	133 029	490 311
Aménagement et installations	5 753	3 695		9 448
Matériel de transport	33 676	1 730	23 110	12 295
Matériel de bureau et mobilier	396 455	76 492	50 498	422 449
TOTAL	1 041 112	100 030	206 638	934 503
<i>Immobilisations financières</i>				
Autres titres immobilisés	8 355			8 355
TOTAL	8 355	0	0	8 355
TOTAL GENERAL	1 109 405	100 030	206 638	1 002 796

Les immobilisations sont amorties selon le système linéaire basé sur la durée d'utilisation estimée et représentant la dépréciation économique.

	Durée
<i>Immobilisations incorporelles</i>	
Logiciels	3 ans
<i>Immobilisations corporelles</i>	
Constructions	
- Gros Œuvre	40 ans
- Etanchéité, menuiseries, plomberie, Electricité, climatisation, ascenseurs	20 ans
- Façades	25 ans
- Agencements	8 à 10 ans
Aménagement et installations	8 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	4 à 5 ans
Matériel et mobilier de cuisine	8 ans
Mobilier de bureau	8 à 15 ans

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire nous semble inférieure à la valeur comptable.

ANNEXE (5/8)

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des créances

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Prêts	0	0	
Autres immobilisations financières	5 000		5 000
Avances et Acomptes	6 708	6 708	
Créances adhérents et comptes	263 702	263 702	
Autres Créances	4 900	4 900	
Charges constatées d'avance	116 955	116 955	
TOTAL	397 265	392 265	5 000

Etat des produits à recevoir

Etat des produits à recevoir	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances adhérents et comptes	24 803	24 803	
Autres créances	3 500	3 500	
TOTAL	28 303	28 303	

Valeurs mobilières de placement

Des dépréciations sont constatées en fin d'exercice en cas de moins-value latente.
 Au 31 décembre 2025, aucune dépréciation a été constatée.

Conformément au principe de prudence, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Disponibilités

Le compte bancaire courant est géré et rémunéré par l'établissement financier dans le cadre d'un mandat de gestion.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de **116 955 €** correspondent à des charges d'exploitation de l'exercice.

ACTIFEvolution des Fonds Syndicaux

Provisions	Solde au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Reclassement	Solde à la fin de l'exercice
Réserves	20 941 867	810 625			21 752 491
Report à Nouveau	0				0
TOTAL	20 941 867	810 625	0	0	21 752 491

Les fonds syndicaux augmentent de **810 625 €**, ce qui correspond à l'affectation du résultat de l'exercice 2024, conformément aux décisions de l'Assemblée Générale.

Fonds Dédiés

Néant